

La CGT appelle à généraliser la grève le 5 novembre



Le pays traverse une crise profonde qui plonge ses racines dans la situation sociale dégradée de la majorité de la population : vie chère, salaires en berne, précarité, services publics mis à la diète, absence de perspective pour les jeunes.

Travailleuses et travailleurs, lycéens et étudiants, retraité-es, privé-es d'emploi en ont assez

Par leur entrée progressive dans la lutte, elles et ils l'expriment de plus en plus fortement. Avec des manifestations massives, la journée du 17 octobre a marqué une nouvelle étape dans cette montée des luttes. Cette journée a aussi malheureusement été marquée par une répression policière accrue, des dégradations et violences, que la CGT a immédiatement condamnées. Le 17 octobre restera comme un point de bascule quant à l'état de notre société.

Nous sommes à un moment décisif qui nécessite de passer un nouveau cap dans la mobilisation

La réunion tenue ce matin à Matignon confirme en effet que le gouvernement refuse à ce stade d'apporter les réponses politiques indispensables aux urgences sociales. En dépit d'une demande intersyndicale unanime, le Premier ministre campe sur son refus de répondre maintenant aux revendications et n'a toujours pas annoncé à quelle date il recevra les organisations de jeunesse. Réunies ce mercredi 21 octobre, la direction et les organisations de la CGT ont analysé la situation et arrêté plusieurs décisions. La CGT appelle à des assemblées générales partout

sur les lieux de travail pour décider de la généralisation de la grève le [5 novembre](#), date de la journée de grève et de manifestations décidée par l'intersyndicale interprofessionnelle. C'est par la grève massive que nous mettrons le patronat et le gouvernement sous pression et que nous gagnerons sur nos revendications et celles de la jeunesse. C'est par la grève que nous obtiendrons les [augmentations de salaires et pensions indispensables](#) pour vivre dans de bonnes conditions. C'est par la grève que nous gagnerons les budgets pour nos services publics et les financements pour notre Sécurité sociale.

Consciente de la volonté du pouvoir et de l'extrême droite d'instrumentaliser la violence, la CGT appelle à l'organisation de manifestations pacifiques.

Aussi, là où les conditions sont réunies, le samedi 24 octobre, la CGT se mettra à disposition pour permettre aux jeunes et aux travailleurs et travailleuses qui le souhaitent de manifester en sécurité pour faire entendre leurs revendications. La CGT rappelle que le maintien de l'ordre public est une prérogative de l'Etat, ce qui nécessite de changer en profondeur de stratégie de maintien de l'ordre et de mettre un terme à la répression dont ont encore été victimes des milliers de manifestant.es le 17 octobre. En cette période cruciale, la CGT est déterminée à assumer ses responsabilités. Dans l'unité la plus large possible, elle œuvrera à ce que le monde du travail et les jeunes amplifient la mobilisation indispensable pour gagner sur leurs revendications.

